

# Rouge & Vert

## LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

ÉDITO

# Élections européennes : En France, que des perdants.... sauf le P.S. !!!

**L**e premier perdant de ces élections, c'est, bien entendu, la Politique. Avec un taux d'abstention de 57,5 %, chiffre comparable à la moyenne européenne mais loin des sommets atteints en Slovaquie ou en Pologne, les électeurs français battent un record historique de désintérêt.

Entre les élections régionales de Mars et celles de Juin, le taux d'abstention aura progressé de près de 20 % ! Les explications à ce désintérêt sont multiples (multiplication des scrutins, régions électorales sans réalité, pas de réelle incitation des pouvoirs publics à la participation, couverture médiatique minimale et même coupe d'Europe de football). Il n'en demeure pas moins qu'une telle abstention illustre à une échelle de masse la crise de la représentation et le peu d'intérêt des populations pour la construction européenne mise en œuvre actuellement.

Le second perdant c'est le parti du Président, qui comme la très grande majorité des partis européens au pouvoir, subit une défaite électorale. Malgré les démentis au demeurant peu convaincants et encore moins convaincants de ses dirigeants, l'UMP avec un score de 16,6 % subit face à la gauche son troisième échec en quelques mois. De plus la stratégie de Chirac d'en faire LE parti de la droite subit un sérieux revers. L'UDF de Bayrou avec près de 12 % des voix réalise un score plus qu'honorable, de même le souverainisme de droite avec de Villiers est loin d'être enterré. Quant au FN avec 9,8 % des voix, il obtient un score mitigé mais n'est pas mis hors jeu. La défaite du parti du Président est la conséquence du mécontentement général occasionné par la politique de

régression sociale menée depuis deux ans par les gouvernements Raffarin. Le soi-disant " tournant social " imposé par Chirac au Gouvernement au lendemain de l'échec des élections régionales n'a pas rapporté de voix à son camp. Comment aurait-il pu en être autrement avec la reconduction de Raffarin qui au lendemain des régionales déclarait qu'il avait entendu le message des électeurs ...mais qu'il continuerait la même politique? Malgré sa présumée " habileté " politique, on voit mal comment Chirac pourra rebondir !

Mais il faut bien un gagnant à ces élections et c'est, sans conteste, le P.S.. Avec près de 29 % des suffrages exprimés celui-ci obtient, à lui seul, environ les 2/3 des voix de gauche et distance l'UMP de 12 %. Deux ans après la défaite historique de Jospin aux élections présidentielles, il semble que la page soit tournée. Oubliant la politique social-libérale menée par le P.S. et ses alliés pendant les années Mitterrand et Jospin, les électeurs, par hostilité à la politique menée par la droite et faute d'une alternative crédible à gauche, se sont largement portés sur les listes socialistes qui arrivent en tête dans toutes les régions.

Les Verts, avec 7,4 % des suffrages, reculent de 2,3 % par rapport à 1999 et n'atteignent pas le score qu'ils espéraient et que les sondages leur laissaient entrevoir. Avec 5,2 % des voix, le PCF est en recul mais en gardant deux députés et en réalisant un score double de celui des listes LCR-LO, ce qui n'était pas acquis d'avance, il peut estimer s'en tirer en évitant le pire. Le grand perdant à gauche c'est le couple LCR-LO qui obtient deux fois moins de voix qu'aux européennes de 1999 et qu'aux

régionales de Mars dernier, retrouvant ainsi le score obtenu par la liste LO ..en 1994. Les résultats à deux chiffres des Présidentielles de 2002 sont loin, ce qui devrait amener de sérieux débats au sein de la LCR.

Pour leur part les Alternatifs n'ont pas su concrétiser leur volonté de rassembler et de renouveler à gauche du P.S. et sont restés sur le côté.

Il faut enfin souligner que le choix d'un scrutin par grandes régions, pouvant rabattre les électeurs vers les deux "gros" partis, n'a pas eu les effets escomptés : les deux grandes organisations politiques prétendant à l'hégémonie (le P.S. et l'UMP) n'obtiennent pas, à elles deux, la moitié des suffrages.

Reste qu'il s'agit d'une élection européenne et que les rapports de forces doivent être analysés à l'échelle de l'Union.

Même si ces rapports de forces ont peu évolué entre les principaux groupes politiques (le Parti Populaire Européen allié aux libéraux reste le principal groupe au parlement, les socialistes le second), ces élections ont été, dans plusieurs pays sinon un séisme, au moins un événement d'importance.

Il s'agit d'abord d'un vote-sanction pour les politiques (peu) sociales menées par les gouvernements de centre-gauche en Grande-Bretagne et en Allemagne. Et, plus généralement, d'un résultat négatif pour les partis au pouvoir.

Il est risqué d'avancer plus dans une analyse générale des résultats compte tenu de l'hétérogénéité des groupes politiques du Parlement européen.

Par exemple le groupe "vert" —————>

regroupe les Grünen allemands, de plus en plus libéraux, les Greens anglais, bien plus alternatifs et la Groen Links (gauche verte) hollandaise très attachée aux questions sociales. Quant aux députés de la coalition CDU portugaise (Parti vert et Parti Communiste), ils siègeront avec les communistes italiens de Rifondazione. Tous les verts ne seront pas du même vert, tous les écologistes ne seront pas "verts". Le même destin attend les autres groupes.

En fait, c'est un nombre important d'élus dont on ne connaît pas encore avec certitude l'affiliation. Ils reflètent en cela la disparité des situations politiques suivant les pays. Les "populistes de gauche" anti-européens autrichiens sont-ils plus près des "populistes de droite" polonais ou du centre-gauche eurosceptique estonien? La gauche post-communiste pro-européenne grecque, le Sinn Féin, la gauche russe lettonne... Quelle cohérence entre ces différentes réalités? Et, bien plus que la question de la constitution des groupes, la grande inconnue est l'orientation politique européenne qui sort des urnes ce dimanche.

Si le débat politique sur la constitution Giscard ne se traduit pas par l'habituel oukase référendaire ("c'est ça ou rien") mais permet un vrai débat, on verra sans doute trois camps se dessiner dans toute l'union européenne : les partisans de la constitutions, les opposants souverainistes et les opposants "sociaux".

Une première étape de clarification pourrait alors se jouer entre Eurolibéraux, Sociaux-européens et souverainistes. Encore faudrait-il que le débat puisse avoir lieu.

Pour toute la gauche européenne - et pas seulement les eurodéputés - la prochaine échéance d'importance est sans doute le troisième Forum Social Européen.

Au niveau français, l'accent sera mis, dans les prochains mois, sur les luttes de terrain. Mais si un profond renouveau ne se produit pas dans la gauche de gauche, le scénario politique le plus probable à l'horizon 2007 sera que les mêmes causes produiront les mêmes effets. Les formations situées à gauche du P.S. risquent d'être vassalisées par ce parti ou marginalisées, et, par hostilité à la politique de la droite, les électeurs et électrices, faute d'alternative un tant soit peu crédible, seront tentés par l'alternance incarnée par le P.S..... jusqu'au prochain retour de balancier.

A nous d'aider, avec toutes celles et tous ceux qui le voudront, à l'hémergence d'une autre perspective. ■

Henri MERME

## ALTERNATIFS

### MUSIQUE

# Chant pour chant à gauche!

Il y a trois ans la chorale des Alternatifs rouennais a commencé à travailler de vieux chants comme *les Canuts*, *Gloire au dix-septième*, *le Chant des marais*, *la Jeune garde* et autres Chant des partisans....

Et puis l'actualité étant ce qu'elle est - de guerres en guerres, de tortures en assassinats "extra-judiciaires", de bombes en invasions, de Tchernobyl en OGM, de travailleurs pauvres en chômage de masse, de précaires en sans-papiers, de Jean-Pierre Raffarin en Ernest-Antoine Seillière - l'envie nous est venue de ne pas seulement chanter le passé mais aussi le présent.

Et nous avons repris la bonne vieille recette de la chanson contestataire française : on s'empare d'anciennes mélodies connues de tous et on met des paroles nouvelles.

Le résultat c'est une quarantaine de chansons (à une ou plusieurs voix) et c'est surtout un CD "chant pour chant à Gauche" (ça fait un peu trotskiste auvergnat, mais c'est parce qu'on ne se résigne pas à être exagérément coincés), avec quatorze titres.

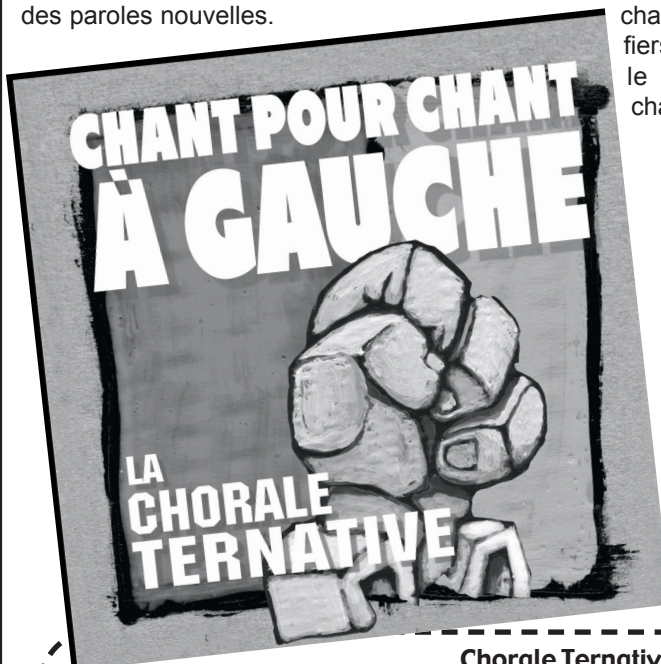
Ce CD qui doit sortir (sauf anicroche de dernière minute) pour la fête de la musique, nous vous le proposons en souscription au prix de quinze euros (douze si vous êtes étudiant ou fauché), franco de port si vous répondez avant le 22 juin. On a eu la chance pour faire ce CD de profiter des compétences d'un chef de chœur et d'un ingénieur du son professionnels jusqu'au bout des double-croches. Le CD est un beau "digipack" (une sorte de livre cartonné) comportant un livret avec les paroles des chansons et on est plutôt fier du résultat, alors, si le cœur vous en dit, chantez avec nous... ■

Jean-Paul HÉBERT

Chorale Ternative,  
18 rue Beauséjour,  
76130 Mont-Saint-Aignan

[choralalternative@ras.eu.org]

les Alternatifs76,  
205 rue Saint-Julien  
76100 Rouen  
www.alternatifs.org/76



Chorale Ternative  
CD CHANT POUR CHANT A GAUCHE  
BON DE SOUSCRIPTION

à renvoyer à : Chorale Ternative 18 rue Beauséjour  
76130 MONT-SAINT-AIGNAN

NOM, PRENOM : .....

ADRESSE: .....

COMMANDE ..... exemplaire(s) du CD au prix unitaire de ..... euros  
(expédition franco de port sous enveloppe matelassée si vous répondez avant le 22 juin. après cette date ajouter deux euros pour le port)

je joins un chèque de ..... euros à l'ordre de CHORALE TERNATIVE  
CCP Rouen 0746761 A

# Quelques réflexions à propos de la sécu

**D**ans le débat sur la sécurité sociale, trois termes me paraissent abusivement employés.

- Le "droit à la santé" : J'ai même lu, je ne sais où, "le droit à la santé en cas de maladie grave" ! Ne devrait-on pas se contenter de dire le "droit d'accès aux soins" ou "l'égalité dans l'accès aux soins" ? Ce serait déjà pas mal et plus réaliste.

- "La France a le meilleur système de couverture sociale (ou la meilleure médecine...) au monde" : Chaque fois qu'il est dit "la France est la meilleure" (ou "la pire"), on fait une erreur de jugement par prétention ou par ignorance. Il vaut mieux essayer d'avoir un regard lucide sur ce qui marche et essayer de le conserver, sur ce qui ne marche pas et tenter de l'améliorer avec un peu d'imagination ou en allant voir ailleurs ce qui se fait de mieux.

- Le "déficit de la sécurité sociale" : Comment se fait-il qu'on ne parle jamais du déficit de l'Education nationale ou des Armées ou de ... Parce que seule la Sécurité sociale a des recettes affectées à travers les cotisations sociales. Il y a donc des entrées et des sorties pour la Sécurité sociale. Il n'y a pas d'entrées pour l'Education nationale. Si la Sécurité sociale était "budgétisée", il n'y aurait pas de déficit. Et on se trouverait confronté à la vraie question ; "Quelle part des richesses nationales veut-on consacrer à la Santé, à la politique familia-

le, à l'Education nationale, aux Armées ?" Rien n'empêcherait qu'avec des recettes budgétisées, il y ait une gestion bipartite si on l'estime nécessaire.

Les Etats-Unis sont le pays qui consacre la part la plus importante de son produit national à la Santé. Ils totalisent le plus de prix Nobel. Ils ont

les laboratoires pharmaceutiques les plus puissants. Or ils sont loin d'avoir

les indicateurs les plus performants quant à la santé de la population, quels que soient les indicateurs choisis. De plus, leur système creu-

se les inégalités : les populations les plus pauvres ne sont pas loin de celles de certains pays du Sud. Cela n'empêche pas nos gouvernements successifs de les prendre pour modèle.

La population dans son ensemble est plus mal couverte aux Etats-Unis qu'en France. Parce qu'il n'y a pas une Sécurité sociale généralisée, même s'il y a des filets pour les plus pauvres. Ce vers quoi on se dirige en France. Des assurances privées pour ceux qui peuvent payer. Une Sécurité sociale minimale pour les autres.

Les riches paient probablement plus aux Etats-Unis qu'en France mais c'est à travers des assurances privées, qui respectent des choix personnels, individualistes au lieu d'asseoir les cotisations sur une solidarité généralisée. Il serait intéressant de ce point de vue de savoir quelle est la valeur des indicateurs de santé en fonction des classes sociales.

Pourquoi s'achemine-t-on peu à peu d'une relative solidarité sociale vers des assurances individuelles ? Une partie de la réponse est probablement à chercher du côté du Medef fortement influencé par les assureurs et les laboratoires pharmaceutiques dans un climat de plus en plus individualiste. ■

Pierre-Yves PIRA

**ABONNEMENT A ROUGE & VERT  
POUR VOUS (RE)ABONNER À ROUGE & VERT, LE JOURNAL DES  
ALTERNATIFS, ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS**

**NOM:  
ADRESSE:**

**PRENOM:**

**JE M'ABONNE A LA PRESSE DES ALTERNATIFS EN 2004  
CHEQUE DE 40 EUROS (un an) A L'ORDRE DE ROUGE ET VERT**

**MERCI DE FAIRE PARVENIR CE BULLETIN A L'ADRESSE SUIVANTE :  
LES ALTERNATIFS 40, RUE DE MALTE 75011 PARIS**

**Rouge & Vert**

Rouge&vert,  
le journal  
des  
Alternatifs

40, rue de Malte 75011 Paris  
Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50  
site : [www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org)

Commission paritaire n°1108 P 11445  
ISSN 1146-3961  
Directeur de publication : J.J. Boislroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan  
Ont collaboré à ce numéro : R.Bernheim,  
J.J. Boislroussie, M.Colloghan, A.Gauthey,  
J.P.Hébert, Y.Le Houelleur, J.L.Lebourhis,  
H.Mermé, L.Moutier, P.Oriol, P.Y.Pira, P.Zarifian

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de  
Communication des Alternatifs).  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326  
835 durée : jusqu'au 28 avril 2063.

Gérant : Roland Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96



# Contrôle sur les licenciements

**L**es salariés subissent la multiplication des plans sociaux de licenciements, auxquels il faut ajouter les "charrettes" de moins de dix personnes, les licenciements au compte-goutte.

## Plans sociaux : suppression d'emplois pour les actionnaires

Les licenciements ne relèvent pas le plus souvent de difficultés économiques majeures et les méthodes employées pour y parvenir confirment que les salariés sont la variable d'ajustement des intérêts des actionnaires : la règle des 15% de rendement.

Ainsi certaines entreprises préparent leur restructuration en désinvestissant : machines peu entretenues, marchés abandonnés, mauvaise gestion, etc...

Ou en persuadant les salariés que leur emploi est appelé à disparaître. Dès lors la bataille porte sur l'accompagnement social de la fermeture d'entreprise et non sur le maintien des emplois. L'externalisation peut être une autre arme du patronat, comme le rachat par une société amie pour mieux liquider l'entreprise. Le conflit de Cellatex a bien révélé ces pratiques : plus personne ne savait à qui appartenait l'entreprise ni qui la gérât. Enfin le cas extrême est celui des déménagements surprise, les fermetures du jour au lendemain. Cette pratique touche certes des entreprises petites et parfois virtuelles : Palace Parfums, mais aussi des sociétés moyennes comme Métaleurop.

La diversité des méthodes de licenciements souligne les difficultés à résister à la liquidation des sites de production et à la perte des emplois.

Elle souligne aussi qu'une réponse unique n'est pas opératoire. Comment par exemple répondre aux licenciements dans des entreprises sous-traitantes : demander des comptes au sous-traitant ou à l'entreprise qui y a recours ?

**Placer les patrons devant leurs responsabilités et accroître les contre-pouvoirs des salariés**

L'Etat ne peut remplacer l'action syndicale et la vigilance des salariés. Mais il peut prendre un certain nombre de mesures conservatoires :

1/ Qui visent à encadrer les pratiques des entreprises, autrement dit obliger le patronat à assumer ses responsabilités sociales.

Il en va ainsi du rétablissement de l'Autorisation Administrative et de l'embauche d'un nombre important d'inspecteurs du travail. Autre angle d'attaque, le conditionnement des aides publiques à des critères sociaux, écologiques et de durabilité de l'emploi et l'exigence du remboursement des aides à l'installation quand une entreprise licencie. Autant de garde-fous nécessaires face aux "entrepreneurs" chasseurs de prime.

Enfin, la suppression des aides de l'Etat aux entreprises et des allègements de charges quand ces aides encouragent les bas salaires.

Le modèle de développement économique pratiqué jusqu'à présent combine infrastructures performantes, formations de haut niveau et main-d'oeuvre bon marché : il n'a donné aucun résultat comme l'attestent le haut taux de chômage et l'importance des délocalisations.

Il est donc nécessaire de réviser l'assiette des cotisations patronales en fonction de l'emploi et des salaires en favorisant les entreprises à forte main-d'oeuvre et en surtaxant celles qui ont recours aux contrats précaires et pratiquent des restructurations cannibalisant l'emploi. Une taxe de péréquation abondant un fonds de garantie prenant en charge les risques de perte d'emploi est un autre objectif nécessaire.

2/ Qui aident à l'émergence de contre-pouvoirs dans l'entreprise. Par exemple en accordant aux Comités d'entreprise (CE) un droit de veto sur tout plan social, en renforçant leurs possibilités d'expertise et d'intervention (droit d'alerte préventif, blocage des suppressions d'emplois le temps d'un audit et éventuellement le temps nécessaire à l'élaboration d'un contre-plan).. Le temps de suspension du

plan social ne peut être illimité, mais le but consiste à maintenir le plus longtemps possible les contrats de travail, et, en poussant au bout cette logique, à parvenir à zéro licenciement.

ETG Gennevilliers (ex-Chausson) maintient son activité jusqu'en 2005 le temps que les plus âgés partent en préretraite, ce résultat est le fruit d'une large mobilisation dans l'entreprise et d'un élargissement significatif de la solidarité.

## Pas d'avancées sans solidarités sociales

Ces mesures contraignantes pour le capital n'aboutiront que si elles sont portées par des mouvements sociaux, appuyées par de larges solidarités sociales. Dans cette optique les campagnes de solidarité interprofessionnelles, les mobilisations à l'échelle d'un bassin d'emploi ou d'une région ou les campagnes de boycott des produits des entreprises qui licencient (LU) sont des outils indispensables. ■

**Jean-Louis LE BOURHIS**



# Gauche gaúcho à Paraná

## Roberto Requião, le gouverneur qui renationalise le sud du Brésil

**H**omme politique atypique, le gouverneur du Paraná tient tête aux pro-OGM, aux mafias de la corruption, aux partisans des privatisations, aux multinationales et même à certains ministres de Lula. Son credo: le service public, bien géré, peut être un moteur du progrès.

Le paysage rappelle la Suisse : un moutonnement de collines à perte de vue, tapissées d'une végétation sombre. Une route décrit des lacets, charriant des camions. En contrebas: un port, le second du Brésil.

C'est dans ce décor enchanteur que se déroule un conflit politico-économique. Situé dans le Paraná, le port de Paranaguá est au cœur d'un débat sur la renationalisation de certaines installations depuis que les électeurs de l'Etat ont élu gouverneur en 2002 Roberto Requião. "Un port privé est une stupidité", déclare ce politicien atypique, au franc-parler peu commun. "Aux Etats-Unis, seuls deux ports échappent au contrôle des pouvoirs publics."

Roberto Requião, qui avait déjà gouverné le Paraná de 1991 à 1994, a dû affronter toutes sortes de mafias résolues à signer des contrats juteux au détriment des usagers. "Trois propriétaires de dragues exigeaient 4,8 millions de dollars par an. Après enquête, je me suis aperçu que le montant normal était de 600 000 dollars."

### Campagnes de sabotage

Les campagnes de dénigrement et de sabotage que développent les détracteurs de Roberto Requião sont initiées, en grande partie, par le lobby du soja OGM. "Pas un gramme de cette salo-

perie qu'est le soja modifié ne sera exporté à partir de Paranaguá", s'énervait le gouverneur aux côtés de son frère, Eduardo, qu'il a nommé directeur du port. Dans le plus grand flou juridique, le gouvernement Lula a autorisé à deux reprises les agriculteurs à cultiver et à récolter du soja OGM après avoir découvert que 90% des agriculteurs du Rio Grande do Sul, Etat voisin du Paraná, s'approvisionnaient en semences modifiées auprès des Argentins. Le Congrès, à Brasília, examine un projet de loi autorisant l'introduction progressive des OGM dans l'agriculture brésilienne. Mais Roberto Requião se montre catégorique: "Je veux que le Paraná soit déclaré Etat libre de toute culture OGM." Le Paraná contribue pour un quart à la production nationale de soja, denrée garantissant au Brésil 20% de ses recettes à l'exportation.



Roberto Requião

Excessif, autoritaire, radical, provocateur : ses ennemis recourent à ces adjectifs quand ils critiquent Roberto Requião. Celui-ci n'économise pas ses munitions verbales : "Roberto Rodriguez a été acheté par Monsanto", a-t-il déclaré en évoquant les possibles liens du ministre de l'Agriculture avec cette multinationale.

Il critique Lula. Affilié au PMDB, importante formation faisant partie de la coalition gouvernementale, le gouverneur critique sévèrement le président Lula dont il avait pourtant appuyé, avec enthousiasme, la campagne électorale.

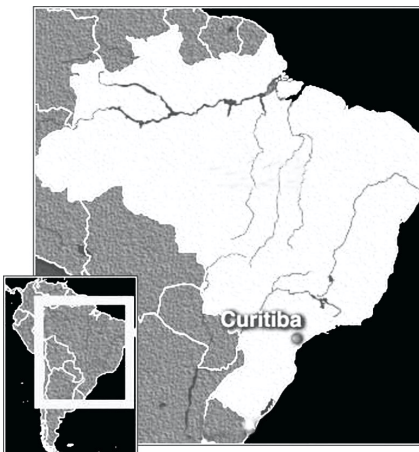
"Lula a réussi à désamorcer la crise financière dont il avait hérité mais il doit prouver, maintenant, qu'il est un homme de gauche. La moitié du Gouvernement du Paraná qui m'a précédé est en prison. Lula devrait, lui aussi, revoir et annuler les contrats abusifs que le gouvernement du président Cardoso avait négociés avec l'initiative privée."

Roberto Requião a fait monter d'un cran le "risque Brésil" quand il a rompu les accords signés par son prédécesseur avec divers consortiums pour la gestion, qui lui avait été concédée, de plusieurs milliers de kilomètres du réseau routier. Le gouverneur contestait le réajustement, bien supérieur à l'inflation, des tarifs de péages. De même, il a engagé un bras de fer avec les investisseurs privés, certains étrangers, dans le secteur de l'électricité. "Quand la Copel" a été autorisée par Brasília à augmenter ses factures de 25%, j'ai autorisé les usagers qui acquittaient leur facture sans retard à obtenir de substantiels décomptes."

Dégrèvements fiscaux ? Certes, l'Etat du Parana compte parmi les plus riches du Brésil avec un PIB de 29 milliards de dollars. Mais 20% des 9,5 millions d'habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté. "J'ai opté en faveur des pauvres, dans l'esprit de la Conférence des évêques de Puebla", affirme Roberto Requião.

Pour l'électricité et l'eau, les familles défavorisées doivent bénéficier de "tarifs sociaux". Dans un pays accablé par un chômage atteignant plus de 20% de la population active, Roberto Requião se réjouit d'avoir créé 230 000 emplois en 2003, grâce à une série de dégrèvements fiscaux en faveur des PME. Même si Requião déchaîne bien des haines (quand il était sénateur, de 1994 à 2002, les médias du Paraná n'ont pas cité son nom pendant huit ans!), ce gouverneur peut s'estimer fier de ses efforts : le PIB du Paraná a augmenté de 3,8% en 2003, alors que celui du Brésil a reculé de 0,2%. ■

**Yann LE HOUELLEUR**  
de Curitiba



1. Compagnie d'électricité du Paraná
2. Réunie en 1979 et marquée par les thèses de la Théologie de la Libération

## Ardèche méridionale

# Quand le mouvement social s'auto-organise en A.G. permanente

**D**epuis un an, une expérience originale perdure en Ardèche méridionale. Une assemblée générale interprofessionnelle permanente (A.G.I.S. 07), issue du mouvement de mai / juin dernier contribue à engager des luttes, à réunir des militants et de simples citoyens en expérimentant des formes d'action originales. Elle est à présent clairement identifiée par la presse locale, par les organisations syndicales et politiques, et par de nombreux citoyens. Incontestablement, elle a modifié le paysage local. Partie prenante de cette expérience, nous tentons modestement d'en analyser les caractéristiques.

Tout a commencé le 6 mai 2003 avec le mouvement de grève reconductible des enseignants, qui s'est d'emblée organisé en AG intersyndicale quotidienne (FSU, CGT, SUD, CNT, SGEN-CFDT, FO, UNSA et non-syndiqués), renforcée par des travailleurs d'autres secteurs. La FSU, avec l'accord de l'AG, a pris en charge la logistique (tracts, site Internet) en respectant les décisions prises par vote (jusqu'à 200 personnes). Parallèlement, les grévistes travaillaient dans différentes commissions pour élaborer des textes et organiser les actions quotidiennes (manifestations, distributions de tracts dans les entreprises, affichage massif sur la ville). La mobilisation sur les retraites et la décentralisation a rapidement fait émerger les véritables enjeux politiques (AGCS, OMC, etc.) que de nombreux participants ont découvert avec la diffusion du documentaire " Le Bien Commun, l'assaut final ", de Carole POLIQUIN. Outre les mobilisations sur Privas et Valence, l'AG est parvenue à mobiliser massivement (jusqu'à 1500 participants aux manifestations locales). De même, à l'issue du conflit, 150 personnes, mobilisées en quelques heures, se sont réunies le jour même de l'incarcération de José Bové.

Après plus de 6 semaines de lutte active et compte tenu du refus des confédérations d'appeler à la grève générale et après analyse de la situation, l'AG a très majoritairement exprimé le souhait de

poursuivre l'expérience très riche de confrontations, d'échanges, de camaraderie et d'auto-organisation observée tout au long du conflit. Elle a donc décidé de se transformer en A.G. interprofessionnelle permanente en s'ouvrant à toutes et à tous. Rapidement les intermittents du spectacle, entrés en lutte au début de l'été, ont intégré cette A.G. et ont permis de maintenir la mobilisation en y apportant une spontanéité et une créativité parfois inspirées des situationnistes.

C'est ainsi que depuis juillet 2003, l'A.G. se réunit tous les jeudis soirs et qu'elle a organisé de nombreuses manifestations sous différentes formes parmi lesquelles : la manifestation du 14 juillet, rejointe par la CGT et la FSU ; la nuit du 4 août avec un collage massif sur la ville contre les privilèges, une présence nombreuse au Larzac les 8 et 9 août ; la manifestation du 10 septembre contre les négociations sur l'AGCS à l'OMC et qu'elle a occupé nuit et jour la place du château d'Aubenas pendant ces mêmes négociations en organisant des débats et des projections de films militants en plein air ; elle a appelé et largement contribué à la mobilisation de la manifestation du 8 octobre contre le chômage et la précarité ; elle a décidé de suivre le député local dans tous ses déplacements (ce qui a valu à un de ses membres d'être poursuivi par la justice suite à une altercation avec un gendarme) ; elle a organisé des projections de films et des débats dans le cinéma d'art et d'essai, elle a projeté le film " Le bien commun - l'assaut final " dans une soixantaine de communes du Sud-Ardèche, touchant près de 3 000 personnes qui ont pu débattre des enjeux de l'AGCS ; elle a organisé un marché aux esclaves pour dénoncer le RMA ; elle a réuni plus de 500 personnes fin janvier à la fête de soutien à notre camarade inculpé ; elle a participé activement à la journée contre la guerre le 8 mars ; elle a été active dans la solidarité avec Cesare Battisti (rassemblement, pétitions, soirée débat) ; elle participe à la mobilisation contre le projet de loi sur

la prévention de la délinquance ; elle est engagée dans les campagnes anti-pub et anti-TV ; elle effectue des distributions de tracts devant l'ANPE, elle vient de participer à la création d'un collectif de défense de l'assurance maladie, etc. En moins d'une année, elle est ainsi devenue un acteur important de la vie politique et sociale locale.

La forme d'auto-organisation qui prévaut est sans conteste la clé de cette réussite. Dans cette A.G., composée à la fois de militants syndicaux et politiques aguerris, de jeunes et de citoyens nourris d'un fort désir d'engagement, nul n'a tenté d'occuper le leadership. Certes, depuis la fin du conflit sur les retraites, nombre de militants syndicaux, probablement pas très à l'aise dans ce fonctionnement, ont rejoint leurs organisations et déserté l'A.G. Les militants qui ont poursuivi l'expérience appartiennent principalement aux courants libertaire, alternatif et à la gauche syndicale et sont minoritaires dans l'A.G. Ils sont néanmoins force de propositions, ils impulsent les actions et ils font partager leur expérience.

La composante non militante (au sens traditionnel du terme) est très demandeuse de débats, de formation. Le thème de l'autogestion a donné lieu à des échanges très intéressants et a suscité un réel intérêt, à tel point qu'un travail spécifique (sous une forme à définir) va se poursuivre dans les prochains mois. Les intermittents apportent une originalité dans les modes d'expression.

L'animation des réunions repose sur plusieurs personnes et fait l'objet d'une élaboration collective de l'ordre du jour. Les comptes rendus sont adressés par mail et sont consultables sur le site internet. Les décisions prises au consensus ne font jamais l'objet de contestations ultérieures. Les tâches sont effectuées collectivement et les engagements sont respectés. L'A.G. n'a pas fait l'objet de tentative de récupérations de la part d'organisations ou d'individus. Après 10 mois de fonctionnement, il n'y a eu aucun



conflit. Elle a été capable d'accueillir et d'intégrer des personnes qui n'avaient pratiquement jamais milité. Les réunions sont ouvertes, on y passe ou on y reste mais le plus souvent on y trouve sa place et ce, quel que soit son degré d'engagement.

C'est ainsi qu'une cinquantaine de personnes avec des cultures et des expériences différentes s'organisent et engagent à leur niveau la résistance à la logique capitaliste. Issue du mouvement social, cette A.G. a aujourd'hui une vocation politique clairement affichée. Son influence dépasse largement la frange alternative au sens large. Elle est en capacité de mobiliser sur de nombreux combats et de réunir plusieurs centaines de personnes sur un bassin de vie de 20 000 habitants.

L'antériorité des pratiques militantes est sans doute un facteur qui a été déterminant dans cette réussite. Le collectif Ras le front était parvenu à regrouper des militants de la gauche socialiste à la CNT en passant par les chrétiens de gauche. En 1998, la lutte contre Millon a été particulièrement active en Basse-Ardèche. Entre novembre 2002 et avril 2003, le collectif contre la guerre a organisé des rassemblements tous les vendredis soirs et a regroupé des militants aussi divers que les communistes et les libertaires. Si les militants communistes ne participent plus à l'A.G. depuis longtemps, les libertaires travaillent avec les militants alternatifs et de la gauche syndicale sans aucune difficulté. Les débats organisés par le MSAP et les Alternatifs bénéficient grandement de l'apport qualitatif et quantitatif de l'A.G.

Cette expérience, aussi modeste soit-elle, a développé des pratiques militantes qui ont permis de regrouper des individus très divers dans la durée, d'intégrer des jeunes et de jouer un rôle incontestable dans les mobilisations sur le bassin sud-ardéchois. Elle est également un lieu d'auto-formation non négligeable. L'absence de hiérarchie, la démocratie directe, la spontanéité, la mise en œuvre des décisions contribuent à ce que chacun trouve sa place. Située sur un bassin de vie où s'exprime une citoyenneté active, l'A.G.I.S. 07 est parvenue à conjuguer le débat pluraliste et l'action permanente sur des sujets aussi bien sociaux que politiques. ■

**Richard NEUVILLE**  
**Daniel ROMET**

# Auto-organisation contribution au débat

**C**haque mobilisation sociale sortant, par sa durée ou par l'ampleur des secteurs en mouvement, de la routine, pose la question de l'auto-organisation. Le rapport nouveau à l'action collective qui se manifeste depuis une dizaine d'années au sein du mouvement altermondialiste comme sur d'autres terrains sociaux va dans le même sens.

Rien d'entièrement nouveau, cependant, sous le soleil des luttes : les grands mouvements du siècle dernier, des grèves de 1936 à celles de 1968, comme celui de mai-Juin 2003 ont vu se confronter les points de vue sur cette question.

L'autorganisation vise à répondre à plusieurs objectifs, certains assez consensuels au sein du mouvement ouvrier et populaire, d'autres beaucoup moins.

Des terrains de consensus :

- dans tous les cas faciliter l'engagement le plus large possible
- palier le faible degré d'organisation antérieur à l'entrée en lutte
- dépasser, dans l'action et le débat, les séparations catégorielles
- contribuer à la construction des consciences individuelles et collectives

Des débats toujours ouverts :

- pour les organisations politiques et syndicales assumer, ou non, l'immersion dans le mouvement, donc accepter de se plier à la «démocratie de base» et rompre avec des rapports encore souvent fondés sur le

centralisme, la hiérarchie.

- mettre donc en débat le rôle des partis, ou des syndicats, entre capacité à porter une mémoire collective, des propositions, et tendance à se comporter en «conscience extérieure» au mouvement.

Dans la pratique, les formes d'auto-organisation ont été et restent diverses.

De l'intersyndicale constituée en direction de grève, rendant compte devant l'assemblée des grévistes, au comité de grève associant syndiqués et non-syndiqués, de la construction d'échanges et coordinations «horizontaux» à la structuration verticale des collectifs, sous la direction, implicite ou explicite, d'organisations ou de militants assumant parfois un rôle contradictoire : incontestable capacité d'organisation mais aussi tendance à se substituer à la dynamique collective.

Dans la période la plus récente, la perte d'influence des structures «verticales», les exigences toujours plus grandes d'autonomie des acteurs des mouvements sociaux dues notamment à une meilleure formation, le recours massif à des outils comme internet qui tendent à déposséder les «centres» politiques et syndicaux du monopole de l'information, la constitution de collectifs de lutte mobiles, créatifs, casseurs de pub, intermittents du spectacle (ce qui n'en fait pas pour autant des modèles achevés de démocratie), ont contribué à des fonctionnements en réseau à côté de formes plus «pyrami-

dales» d'organisation.

Aider à l'auto-organisation c'est donner toutes ses dimensions à la lutte sociale : formation individuelle, école de la prise de responsabilité collective, politisation au meilleur sens du terme, celui de la prise de conscience toujours plus larges des enjeux, dépassement des cloisonnements corporatistes, transversalité des luttes, solidarités sociales au sein de la branche professionnelle, du bassin d'emploi ou de la «communauté éducative» (enseignants-autres personnels-parents-élèves), convergence des champs d'intervention, par exemple des terrains de la production et de la consommation (boycott). Bref, une démarche à contre-courant de la dislocation sociale et du renoncement contraint à la politique dont est porteur le capitalisme autoritaire.

L'auto organisation, élément d'une stratégie autogestionnaire, est donc moyen et fin à la fois, outil de dépassement de la délégation du pouvoir, et réponse à l'extrême diversité des rapports au politique. Ce qui n'en fait pas pour autant une réponse intemporelle, comme en témoigne le dessèchement progressif ou la disparition de nombre de collectifs interprofessionnels nés du mouvement de 2003.

L'inscription dans la durée des exigences autogestionnaires pose, en effet, bien d'autres questions. ■

**Jean-Jacques BOISLAROUSSIE**

# Au programme

**A**près un printemps 2004 placé sous le signe des urnes, l'université d'été des Alternatifs sera un moment privilégié de réflexion à l'orée d'une période de trois ans sans échéances électorales. Elle se déroulera du jeudi 26 août au dimanche 29 août à Sené près du Golfe du Morbihan et à proximité de Vannes.

Plusieurs modes d'hébergements sont proposés (hôtels, centre de loi-

sirs, chez l'habitant et camping), le réseau jeune des Alternatifs organisera un campement alternatif, une restauration collective et de qualité, en liaison avec des agriculteurs locaux non productivistes, est prévue

Même si le programme définitif est loin d'être arrêté, le thème central a déjà été choisi pour cette Université : il s'agit de **l'actualité des idées et des pratiques autogestionnaires**

Il sera fait appel à la fois à des acteurs des luttes et initiatives et à des intervenant-e-s militants-experts de divers horizons, membres des Alternatifs (la commission autogestion des Alternatifs qui travaille notamment sur les perspectives autogestionnaires, le groupe de réflexion "révolution lente", les commissions du mouvement, les fédérations...) ou non-adhérent-e-s, en mesure d'éclairer les enjeux et perspectives d'une

## Programme de l'université d'été des

Sené (56) (près du Golfe du Morbihan) du 26 au 29 Août 2004

### JEUDI 26 AOÛT

14h30-16h45

**Brève histoire des idées autogestionnaires en France et résistances autogestionnaires dans les pays de l'Est, de l'après-guerre à 1990**

Jean-Jacques Boislaroussie et Vladimir Fisera (Université de Strasbourg)

17h-19h15

**Front culturel/Front social**

Jean-Michel Carré, réalisateur, Pierre Rimbert ACRIMED-PLPL, Mathieu Colloghan, graphiste, Magali Braconnot comédienne intermittente du spectacle, un représentant de la coordination des intermittents et précaires Ile-de-France, un représentant du collectif Co-errances...

21h

**Projection du film " Charbons ardents "**

Discussion avec Jean-Michel Carré, réalisateur

### VENREDI 27 AOÛT

9h30-12h

**Auto-organisation des luttes et mouvements sociaux**

animé par Jean-Louis. Le Bourhis (Syndicaliste, La Poste), Arno Gauthey (enseignant coordination 93) Magali Braconnot (intermittente du spectacle), Richard Neuville (interprète Ardèche), Nathalie Marcu (Association Chômeurs et précaires)

14h30-16h45

**Economie sociale/économie solidaire**

Roger Winterhalter, Brigitte Carraz (Maison de la Citoyenneté Mulhouse), William Elie (Paris), un représentant des Scoop Bretagne...

17h-19h

**Les enjeux culturels régionaux en Bretagne et ailleurs**

(fédérations bretonnes des Alternatifs et acteurs culturels de la région)



21h

**" Une alternative à l'AGCS " (débat public)**

Raoul-Marc Jennar (militant altermondialiste) Pierre Vanek (député au Parlement suisse, mouvement Solidarités), Jacques Perreux (Conseil Général 94)

### SAMEDI 28 AOÛT

9h30-12h

**Parti/mouvement : une force politique autogestionnaire**

Michel Fiant, et des invités

14h-16h45

**Démocratie active/insitutions locales**

Eugène Bégoc (commission autogestion), J.F Pellissier (maire-adjoint Paris 13e), élu-e-s alternatifs/ves....

17h-19h

**Auto-organisation/autogestion Argentine Brésil**



démarche autogestionnaire dans toutes ses dimensions, de la réponse aux stratégies des grands groupes économiques aux pratiques de rupture au quotidien.

D'autres thèmes seront abordés : La Culture ( Les enjeux culturels régionaux en Bretagne et ailleurs, Front culturel/Front social ...) ou les Perspectives de travail pour le mouvement.

L'université d'été vise à combiner moments de formation, de rencontre

et d'échange, ateliers thématiques, séances plénières, spectacle vivant, utilisation de supports audiovisuels.....

Les fédérations sont invitées à participer à un lieu d'échange présentant les nombreuses publications et autres supports élaborés en régions, et à proposer le cas échéant des temps de présentation d'initiatives significatives.

L'université d'été est un moment précieux de rencontre entre militant-e-s de différentes régions et secteurs d'activité : les nombreux contacts pris avec les Alternatifs depuis un an, le renforcement rapide de certaines fédérations, doivent nous inciter à l'ouvrir de manière beaucoup plus volontariste que les années précédentes.

Rendez-vous donc dans le Morbihan fin août. ■

# ALternatifs

**Richard Neuville**  
(commission internationale),

**Rémy Lebreton** (militant des Alternatifs au Brésil)

SOIRÉE FÊTE

**DIMANCHE 29**

9h-12h30

**Retour sur l'université d'été**

et perspectives de travail pour le mouvement

**En outre de nombreux ateliers seront proposés :**

☐ PRATIQUES ALTERNATIVES :  
présentation et échanges  
(Haut-Rhin, Drôme)

☐ DEVELOPPEMENT DURABLE/  
DECROISSANCE  
SOUTENABLE ?  
(Paris Sud)

☐ PEDAGOGIES ALTERNATIVES  
DANS L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
(Morbihan)

☐ ATELIER CHORAL'TERNATIVE  
(Seine-Maritime)

☐ DECENTRALISATION  
(Bretagne)

☐ MEDIAS ET POLITIQUE  
(Paris Sud)

D'autres ateliers sont en cours de préparation par les fédérations et commissions des Alternatifs

## Toutes et tous à l'Université d'été des Alternatifs

### Bulletin d'inscription

Quatre options (base : nuits des 26, 27 et 28 août ,  
3 petits déjeuners, 6 repas)

MERCI DE PRECISER L'OPTION CHOISIE

- ☐ **OPTION 1 HEBERGEMENT EN HOTEL** ..... 200 euros
- ☐ **OPTION2 HEBERGEMENT COLLECTIF (chambres communes)**  
..... 150 euros
- ☐ **OPTION 3 CAMPING (emplacement sur le site)**  
..... 100 euros
- ☐ **OPTION 4 militant-e-s de la région non hébergé-e-s**  
(6 repas seulement) ..... 50 euros

**Nom :** ..... **Prénom :** .....

**Adresse postale :** .....

.....

.....

**Adresse électronique :** .....

**Les chèques doivent être établis à l'ordre d'A.F. Alternatifs. Bulletin et chèque à envoyer à ALTERNATIFS/UNIVERSITE D'ETE  
40, rue de Malte 75011 Paris**

La faiblesse des revenus ne doit pas conduire à la non-participation à la politique. Un tarif préférentiel sera donc mis en place pour les personnes (chômeurs et précaires, jeunes en formation...) disposant de faibles revenus.

De même, et aussi dans un souci écologique bien compris, les fédérations sont invitées à mettre en place des systèmes de covoiturage, et chaque fois que nécessaire de participer aux frais de transport des camarades et ami-e-s les moins fortunés .

# Pourquoi la torture?

**P**ourquoi la torture dans cette guerre? Il n'est pas évident d'y répondre.

Il y a à la fois la torture et les images fixées (manifestement composées) qu'on en a montré. Il va de soi que les deux ne coïncident pas : une partie des tortures n'ont pas été montrées et ne le seront pas. Au plus ont-elles été suggérées (les images prises de loin de prisonniers de Guantanamo dans leurs habits orange, souvent titubants, suggéraient sans montrer). Et de l'Afghanistan, nous n'avons strictement rien vu, ni côté torture, ni combats. Cette guerre s'est menée dans un black-out total. A l'ère de la société de la communication, cette absence totale d'images et reportages était frappante. L'armée US a hémertiquement contrôlé la couverture médiatique et journalistique de cette guerre.

## Pourquoi les images, ces images en Irak?

Il me semble qu'elles résident dans ce qu'elles montrent. Elles ne montrent pas de corps souffrants. Elles montrent l'humiliation et la terreur. La réponse est sans doute là : ces images avaient pour fonction d'humilier et de terroriser.

Elles étaient probablement destinées aux Irakiens eux-mêmes : aux prisonniers, à leur famille, et, de proche en proche, par diffusion, à l'ensemble du peuple irakien. J'interprète ces images comme participant d'une politique de la terreur, de la paralysie des Irakiens, expression d'un régime de guerre qui s'impose par la généralisation de la peur.

L'usage sciemment conçu de la référence aux corps nus et aux humiliations à caractère sexuel était clairement destiné, on le sait aujourd'hui, à atteindre les Irakiens sur un point particulièrement fort de leur culture et sensibilité, avec un effet d'humiliation particulièrement fort.

Ces images ne représentent, de loin pas, la totalité des tortures réellement pratiquées, mais celles destinées à cette mise en scène. Il est possible que s'y ajoutent des traits manifestés spontanément par les soldats eux-mêmes : derrière l'humiliation, le mépris pour

des humains-animaux, une culture américaine dégradée.

Déshumaniser, ou plutôt : montrer une sous-humanité, une humanité purement animale, sans vêtements, nue, terrorisée, réduite à des jeux sexuels, dénuée de toute pensée ou parole....

C'est l'équivalent des "barbares" de Bush et Rumsfeld, mais des barbares vaincus, réduits à rien.

Je ne pense pas que la diffusion de ces images par (quelques) grands médias et journaux américains ait été voulue par le Pentagone et le haut commandement militaire. Cela me semble non logique : ils ne pouvaient pas ne pas savoir les effets désastreux que cela aurait pour eux. Ces images n'étaient pas destinées à être diffusées de cette façon et à ce type de public. Je crois, plus simplement, à des transmissions par de simples soldats écoeurés (ça existe !) et/ou par des gradés intermédiaires, voire proches du haut commandement, dont on sait qu'ils sont en désaccord fort avec la manière dont Rumsfeld mène cette guerre (sans contester son bien-fondé sur le fond). En clair : leur diffusion peut participer de simples règlements de comptes internes à l'Armée et au Pentagone.



Je maintiens mon admiration pour le *Washington Post* et le *New Yorker*. Quelles que soient leurs motivations (ne serait-ce qu'augmenter leur tirage), ils n'ont pas fait que diffuser des photos. Ils ont fait un travail d'investigation remarquable et grâce à eux, nous savons désormais tout, y compris toutes les étapes d'expérimentation et de déploiement de ce système de torture. Quel journal français aurait été capable de le faire et d'aller jusqu'au

bout, malgré d'énormes pressions? Pris à la lettre, l'article du journaliste dans le *New Yorker*, qui a dévoilé l'intégralité du système, n'a, ne devrait avoir qu'un seul débouché logique : arrêter, mettre en prison, juger Rumsfeld et tout l'état major américain. Qu'il n'en soit pas ainsi montre simplement les limites du pouvoir journalistique en soi.

Pourquoi, en dehors des images, la torture?

Je pense :

- qu'on ne peut pas totalement négliger la piste du renseignement : n'oublions pas que la plus grande critique faite au dispositif US est, précisément, la faillite de son système de renseignement, l'idée (idiotie) que la sophistication technologique remplacerait le long et patient travail d'infiltration des milieux ennemis. D'anciens agents de la CIA ont clairement expliqué cette faillite. Or les Etats-Unis ont aujourd'hui une stratégie de guerres rapides et multilocalisables, peu compatible avec des investissements en renseignement de longue durée (très différent de la guerre froide). Les tortures sont une tentative de combler d'énormes lacunes en renseignements par la voie "rapide", malgré le manque de fiabilité des infos ainsi obtenues;

- mais sans doute ce n'est pas la raison principale : cette dernière recoupe probablement la question des images : développer la terreur, non seulement réellement mais symboliquement. Guantanamo est sans doute exemplaire de ce point de vue : sa simple existence comme zone de non-droit, les quelques photos prises de loin, signifient au monde entier : les Etats-Unis n'ont que faire du droit, ils peuvent faire les pires des choses (et les pires sont celles que l'on imagine, que l'on ne voit pas) à leur ennemis immédiats et potentiels. Le couplage inédit entre "torture vue et montrée" et "torture suggérée" fait partie de cette politique. La torture est l'expression de la force pure, que le droit ne peut arrêter, et qui se légitime simplement par la nature de sous-humanité des "ennemis" (des forces du Mal).

Mais ce ne sont que des hypothèses. Le débat sur la liste est tout à fait intéressant et pousse à penser. ■

**Philippe ZARIFIAN**

<http://perso.wanadoo.fr/philippe.zarifian/>

# Rouge et vert

**L**e capitalisme moderne détériore la société mondiale à une vitesse étonnante qui amène certains à penser que la catastrophe est inévitable. L'idéologie capitaliste, actuellement sans grande opposition, conduit à considérer comme progrès tout ce qui engendre du profit. En négligeant, chaque fois que c'est possible, tous les "effets collatéraux" de ces changements, sociaux ou écologiques, à moins qu'ils ne puissent être source de nouveaux profits.

Durant le XIX<sup>ème</sup> siècle, la prise de conscience que les changements sociaux se faisaient au détriment des couches exploitées, qui étaient stigmatisées, a conduit au développement des courants de pensée socialiste. Les luttes sociales ont permis d'aménager ce capitalisme de façon à le rendre supportable, sans arriver à remettre en cause sa logique profonde.

Durant le XX<sup>ème</sup> siècle, la conscience est apparue que cette croissance sans limite conduisait à la destruction de ressources qui ne sont pas illimitées ("nous n'avons qu'une terre"). Mais aussi de biens naturels élémentaires (air, eau) dont la qualité se détériore et qui, à terme, risquent de rendre invivable pour l'homme cette terre qui a de plus en plus de difficultés à nous supporter.

La croissance de la population aidant, le modèle occidental de croissance se répandant, il devient de plus en plus évident que cela ne peut durer éternellement. D'où la naissance de la revendication écologique.

Désormais, il est clair que le profit aboutit à une double exploitation catastrophique celle des hommes et celle des ressources naturelles. C'est de cette double prise de conscience et de la volonté de s'y opposer que les "Alternatifs", avec d'autres, sont porteurs. Faire débattre dans l'espace public et le Rouge et le Vert. Mais il ne s'agit pas de continuer la tradition des luttes sociales en donnant un coup de badigeon vert, ni de développer la lutte écologique en se solidarisant avec telle ou de telle lutte sociale mais de bien montrer que le profit est destructeur à la fois de l'humain et de la nature. De l'humain comme élément de la nature. De la nature comme lieu d'épanouissement de l'humanité.

Ce n'est pas une tâche facile. Faut-il défendre l'emploi coûte que coûte, comme d'autres les profits ? Face au chômage, faut-il revendiquer des investissements qui relancent la croissance ? Faut-il augmenter les salaires pour avoir une relance économique par la demande et donc la consommation et donc le gaspillage et donc la pollution et l'épuisement des ressources ? Face à l'hégémonie idéologique qui module les modes de vie, l'organisation du travail, oriente la recherche, structure villes et campagnes...

Comment dire aux milliards de personnes fascinées par l'opulence occidentale (même si...), et la démocratie (même si...), comment leur dire que ce n'est pas la bonne solution ? Et aux Occidentaux

que les solutions à la misère, au chômage ne passent pas par une relance générale de la consommation, par une augmentation du travail...

Deux siècles de progrès techniques continus ont fait croire à tous que les richesses étaient illimitées. Que tout le monde pouvait avoir plus. Que la seule bataille était celle de la répartition entre les classes sociales.

Si nous savons maintenant que la bataille de la répartition est fondamentale, elle n'est pas seulement entre les exploiters et les exploités, entre les riches et les pauvres mais aussi entre aujourd'hui et demain. Que demain ne sera pas aujourd'hui avec plus, mais qu'il dépend de nous que ce soit aujourd'hui en mieux. Qu'il faut abandonner le profit, le chacun pour soi, la rivalité échevelée dans le plus pour repenser les solidarités, ici et ailleurs, aujourd'hui et demain.

La question posée aujourd'hui est développement durable ou décroissance ? Et non croissance perpétuelle. Quelles sont les forces qui peuvent être porteuses de ce débat ? Ce ne sont pas celles qui ne pensent que par le profit quelles qu'en soient les conséquences. Il ne s'agit plus de faire l'unité de ceux qui ont moins pour qu'ils prennent la place de ceux qui ont plus avec les mêmes valeurs. Mais de remplacer les notions de profit, de chacun pour soi, par celles de solidarité. Remplacer la concurrence mortelle dans l'avoir plus par le lien social pour un vivre mieux ensemble. ■

Paul ORIOL

## PUBLICATION

### *Clés pour une éducation au développement durable*

**L'**ambition citoyenne d'un développement solidaire, et donc durable, rend indispensable une éducation globale de tout l'individu, de tous les individus. La dimension éthique du développement durable est indissociable d'une démarche pédagogique. L'ouvrage expose clairement les principaux piliers : marcher sur 3 pieds (le social, l'économique, l'environnemental ; associer la solidarité dans le temps (intergénérationnelle) à celle dans l'espace (axe Nord-Sud) ; privilégier l'approche systémique pour dénouer les fils de la complexité du monde afin de mieux le transformer.

Le livre de Bruno Riondet retrace l'histoire et définit les enjeux actuels de l'éducation au développement durable, il appelle à un ressourcement des différentes conceptions que l'on s'en fait.

Dans son déroulement, l'ouvrage se présente comme une mosaïque, où, par

touches successives, on voit se dessiner les contours de cette éducation. Il n'oubliera pas de signaler les pièges et autres difficultés tant pratiques que conceptuelles.

Chacun y trouvera donc matière à construire librement sa propre démarche.

*Clés pour une éducation au développement durable* est une nouvelle édition, revue et enrichie, du précédent ouvrage du même auteur, *Education au développement* (Hachette/CNDP).

Professeur en sciences de la vie et de la terre, militant des Alternatifs dans la Vienne, Bruno RIONDET se passionne pour les coopérations scientifiques internationales et pour les implications sociales et éthiques de la science.

Contact : bruno.riondet@laposte.net

Préface de Michel MOUSEL, Président de 4D, ancien président du Comité français pour Johannesburg 2002

- ☐ Le développement durable, une idée neuve
- ☐ Le développement, une histoire mouvementée
- ☐ Les appuis institutionnels
- ☐ Des initiatives à l'école
- ☐ Des partenaires pour l'action éducative
- ☐ Se former pour avancer
- ☐ Mais de quel développement parlons-nous ?
- ☐ Europe, ONU : comment gouverner ce monde pour l'épanouissement de ses enfants ? ■

**Clés pour une éducation au développement durable**

Hachette/CNDP/CRDP de Poitou-Charentes

Collection : Ressources-Formation 11,45€ en librairie ou dans les CRDP



# Lutteurs de classe

**A** bien des égards, le dessin de presse politique peut s'apparenter à la savane arborée.

On y croise de jeunes prédateurs aux dents longues tout prêts à remplacer les grands fauves édentés qui somnolent depuis des décennies sur leur gloire révolue. Dans les maigres points d'eau se multiplient des batraciens moches, au chant monocorde et lancinant, se rêvant plus gros que des zébus. Quelques larves très moches se repaissent dans la vase, toujours fouillant le produit de la décomposition de la matière carbonée. Des antilopes légères côtoient de pesants mais sympathiques hippopotames, apportant un peu d'allégresse dans un milieu pas si allègre.

Et puis il y a un ours brun. Un peu incongru, dans ce milieu pas si allègre. Ses rugissements détonnent dans l'eau tiède du marigot. Devant lui, les crocodiles – qui ne trompent personne – détaient comme les poules, leurs cousines éloignées. Les fauves, édentés ou pourvus de dents, sentent que leurs jours ne seront pas si paisibles. Les sympathiques ongulés et les légers antilopidés le reconnaissent comme

un pair. Un pair un peu à part, si l'on ose dire.

Un peu à part, ça oui.

Cet ours brun, c'est un peu Colloghan. Mais, ainsi que le disait Maurice Thorez, "il faut savoir terminer une métaphore". Alors, concrètement, voyons pourquoi tous les paquets de Cabu, Faizant et Plantu ne vaudront jamais un baril de Colloghan.

D'abord, les dessins de Colloghan sont les seuls dessins politiques où les personnages ont quatre doigts par main. Mieux : les personnages de Colloghan ne sont pas systématiquement des hommes blancs et hétérosexuels. Cela n'a l'air de rien, mais ça change tout. Et puis pas une seule souris de bas de page ni de valise indiquant le nom du porteur. Quand Colloghan fait dire quelque chose à ses personnages, il assume et on les reconnaît : Raffarin est Raffarin et parle le Raffarin.

Ensuite, les dessins de Colloghan sont parfois des dessins, mais souvent plus que des dessins de presse. Un dessin de presse ordinaire, d'ordinaire, c'est deux personnages, deux bulles, parfois un cadre ou une souris et un fond désespérément blanc. Un peu triste, même avec un gag. Les dessins de Colloghan en offrent plus :

de la profondeur de champ, des décors, parfois de la pluie. La vie, quoi.

Enfin, pour qui se lasse des dessins toujours recopiés, aux ressorts toujours rabâchés sur des sujets toujours ressassés, les dessins de Colloghan offrent un chouette bol d'air. Du travail, des luttes, des gros médias... : pas à proprement parler ce qui fait vendre du papier dans la presse sérieuse.

Dans le Colloghan, c'est comme dans l'ours brun : tout est bon. C'est aujourd'hui un recueil, avec des morceaux de Rouge & Vert dedans, mais aussi beaucoup d'autres choses.

AG



"Lutteurs de classe, marée noire, gâcheplurielle, bushisme et autres catastrophes" de Colloghan  
Scup édition  
80 pages, 6 euros (+1 euro de frais de port)

Chèque à l'ordre de Colloghan à adresser à Brassage, 239 rue Lafayette, 75010 Paris  
[www.colloghan.org](http://www.colloghan.org)

## TRIBUNE

# Pour une juste répartition des richesses

**L**es inégalités dans la répartition des richesses dans le monde sont stupéfiantes : le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) nous apprend qu'avec moins de 4% des 225 plus grosses fortunes mondiales cumulées on donnerait à toute la population du globe les moyens de se nourrir, de se soigner, de s'instruire. Et dans le même temps la FAO nous informe que 5 millions d'enfants meurent de faim chaque année dans le monde.

Une telle réalité nous conduit à nous poser bien des questions :

- le droit de propriété ne devrait-il pas s'arrêter là où commence le droit de vivre des hommes? Par exemple, au Brésil, les propriétaires de latifundia de dizaines de milliers d'hectares sous-exploités refusent de céder la moindre parcelle aux paysans sans terre qui meurent de faim.

- les maîtres de la finance qui se sont emparés de la majeure partie de l'appareil économique ont-ils le droit d'accaparer une part toujours plus grande de la production des richesses? (En France de 1980 à 2000, la masse salariale a été amputée de 9% du PIB au profit de la rémunération du capital (le nouvel Observateur du 12-9-2002). Ce transfert s'élève à 120 milliards d'euros pour la seule année 2000. La per-

formance de notre appareil économique n'est-elle pas avant tout le fruit des efforts de toutes les générations précédentes et ne devrait-elle pas profiter à tous?

- la France est-elle encore une véritable démocratie alors que le secteur vital de l'économie relève d'une structure féodale? Le pouvoir politique qui représente la volonté de la population s'incline de plus en plus devant les décisions des milieux financiers. " Tant que nous aurons la monarchie à l'usage nous ne pourrions avoir la république dans la société", disait déjà Marc Sangnier, il y a un siècle.

- l'école éclaire-t-elle suffisamment nos enfants sur le sens de la vie?

- \* l'homme a-t-il pour objectif la possession de l'argent qui permet la jouissance individuelle d'un maximum de biens?

- \* ou trouve-t-il sa raison de vivre dans sa contribution à l'édification d'un monde où les droits fondamentaux seraient accordés à tous?

Au premier comportement correspond le modèle libéral de société de consommation fondé sur la règle du "chacun pour soi".

Au second comportement correspond un modèle de société fidèle à la "Déclaration des droits de l'homme" qui veut que chacun dispose des moyens de s'épanouir.

Des jeunes éclairés sur la vocation de l'homme à vivre et s'organiser en société seraient plus motivés pour rejoindre les syndicats et les autres organisations qui luttent pour une plus juste répartition des richesses. Ils comprendront la nécessité de militer pour que les travailleurs et l'ensemble des citoyens pèsent sur les choix économiques dans l'intérêt de tous vers l'autogestion.

En accord avec le principe de laïcité l'Ecole doit permettre aux jeunes de comprendre l'intérêt d'adopter un comportement solidaire remettant l'homme au cœur de la société.

- Peut-on construire une Europe sociale forte si les nations qui la composent ne sont pas de véritables démocraties, c'est à dire des nations où chaque citoyen peut intervenir dans les secteurs d'activité des pays membres ( y compris le secteur économique) qui conditionnent la vie de tous? Cela pose le problème de l'émergence de forces politiques alternatives nécessaires pour s'opposer au libéralisme mondial et engager ce processus. La montée de l'altermondialisme répond à cette attente.

Louis Moutier  
et les Alternatifs du comité de Lille